

## DISCOURS

### “L’Europe d’un siècle à l’autre : les grands défis”

**Romano Prodi**

#### **Les rencontres de l’Europe**

**Institut de l’Europe de HEC, Paris, 15 février 2005**

Mesdames et Messieurs,  
Chers amis,  
Très chers étudiants

Je suis très heureux d’être parmi vous ce soir, pour discuter des grands défis de notre Europe au début du XXème siècle et je voudrais d’emblée remercier Pierre Simon , pour son accueil chaleureux au siège de la Chambre de Commerce et d’Industrie de Paris, Bernard Ramanantsoa directeur général du Groupe HEC, et bien entendu Noëlle Lenoir, Présidente de l’Institut de l’Europe de HEC, pour son invitation.

Une invitation dont je suis sincèrement honoré.

HEC est une grande institution ayant ses racines en France mais avec une reconnaissance internationale incontestée. Elle représente désormais une business school européenne de premier plan faisant parti des leaders mondiaux.

HEC est membre fondateur du réseau *Community of European Management Schools* (CEMS) qui regroupe des écoles de management leaders dans leurs pays ainsi que 45 multinationales d’origine européenne.

Cette école a également été pionnier de l’Europe élargie avec la création de formations dans des pays d’Europe Centrale ayant aujourd’hui rejoint l’Union européenne : Pologne, Lituanie, Hongrie.

Je voudrais aussi souligner l’importance de l’Institut de l’Europe de HEC, une initiative exemplaire qui confirme la vocation de cette école aux échanges et à la production de connaissances autour des problématiques européennes, ce qui répond à un enjeu majeur dans cette phase de construction de l’Europe.

Et il s’agit d’une phase réellement cruciale pour l’avenir de notre projet commun.

Cette année, les citoyens de plusieurs pays européens, parmi lesquels figure la France, seront appelés à s’exprimer sur la Constitution européenne.

Ceci offre tout d'abord une grande occasion de débattre des raisons de l'engagement européen, de nos objectifs communs et de la nécessité de l'Union européenne.

C'est un grand moment de démocratie et de participation citoyenne.

Je ne crois pas que le débat doive se concentrer sur tel ou tel autre article de la Constitution, mais sur les principes fondamentaux, les améliorations et les objectifs de ce texte, qui représente un passage très important dans la construction d'un espace politique et démocratique commun.

La nouvelle Constitution amènera plus de démocratie en Europe, grâce à l'implication directe des parlements nationaux et au renforcement du parlement européen, plus de transparence dans le fonctionnement institutionnel, plus de participation et de dialogue avec les citoyens et la société civile, plus de visibilité et d'efficacité dans notre action internationale.

Nous ne devons pas hésiter face à ce choix : ceci est un choix d'avenir, de notre avenir qui sera commun ou il ne sera pas.

Comme je l'ai déjà affirmé autrefois, à ceux qui hésitent, à ceux qui regardent l'Europe avec scepticisme, nous devons dire aujourd'hui que le risque du statu quo est maintes fois plus grand que celui du changement.

Nous devons aussi faire attention à identifier l'enjeu réel du référendum sur la Constitution. Il ne s'agit pas de décider du contenu de telle ou telle politique sociale, de telle ou telle autre directive sur les services publics ou la prestation des services.

Il s'agit de décider une avancée constitutionnelle qui nous offrira un cadre plus démocratique dans lequel nous pourrions débattre et définir les politiques sectorielles.

Il ne s'agit pas non plus d'entériner l'adhésion à l'Union d'un nouvel Etat.  
Les citoyens et les parlements pourront s'exprimer sur ce choix le moment venu.

Chers amis,

Sans une Union forte, face à la puissance américaine, confrontés à de nouvelles réalités, comme l'Inde ou la Chine, nos Etats européens risquent de disparaître de la carte politique et économique mondiale.

Sans viser ni à supprimer nos diversités ni à réaliser un « super-Etat européen », l'Europe est un formidable multiplicateur de puissance et de droits. Elle est le contexte dans lequel les Etats peuvent retrouver une capacité d'agir et les citoyens une nouvelle dimension de leurs droits et de leurs libertés fondamentales, aujourd'hui inscrits dans la nouvelle Constitution.

Et le monde, aujourd'hui, a davantage encore besoin d'Europe.

Plus d'Europe est nécessaire sur le continent européen, car nous devons accomplir le travail d'unification libre et pacifique.

Plus d'Europe est nécessaire autour de l'Union élargie, car nous devons étendre notre espace de prospérité, de solidarité et d'égalité dans toute la région voisine, de la Russie au Maroc. Nous devons, par exemple, entretenir des relations privilégiées avec la Russie, notamment dans des domaines où notre interdépendance est très forte, comme celui de l'énergie. De surcroît, les derniers développements, positifs, en Israël et Palestine, nous donnent plus encore de responsabilités dans cette région du monde. Nous sommes devant à une occasion historique de paix et de réconciliation et nous devons jouer un rôle très actif en faveur du processus démocratique.

La démocratie est en effet l'élément fédérateur et l'objectif fondamental de la construction européenne. La démocratie est la source d'inspiration de notre action internationale. Mais la démocratie ne s'impose pas. Elle n'est pas un événement, elle est un processus de longue haleine qui doit se développer dans la durée.

Ceci est vrai en Europe.

Et ceci est vrai dans le reste du Monde, Monde dans lequel l'Europe doit trouver avant tout un nouvel accord avec les Etats-Unis pour proposer une nouvelle gouvernance globale.

Mesdames et Messieurs,

l'arithmétique et les relations internationales ne vont pas toujours bien ensemble. Avec la chute de l'ancienne URSS, le Monde n'est pas passé d'un système bipolaire à un système unilatéral simple, dominé par un leader bienveillant.

Face à l'échec de l'unilatéralisme, nous ressentons, des deux côtés de l'Atlantique, le besoin de trouver un nouveau consensus.

Depuis ces derniers jours, des signaux très positifs d'ouverture viennent de Washington.

Certes, nous aurions souhaité recevoir aussi ces visites et ces signaux avant que n'éclate la crise irakienne. Ceci, hélas, n'a pas été le cas...

Cependant, nous devons saisir cette opportunité de relancer le partenariat transatlantique sur des bases nouvelles et sur un pied d'égalité.

Aujourd'hui, il est devenu nécessaire que les Américains reconnaissent l'UE comme partenaire privilégié. Les Etats-Unis doivent continuer à soutenir nos efforts dans le processus d'intégration et de construction européenne, et reconsidérer le recours aux instruments internationaux tels que l'OTAN ou l'ONU.

Enfin ils ne doivent pas considérer que tout positionnement dissident est une attitude de simple hostilité à leur égard.

De leur côté, les Européens doivent cesser de donner l'impression de vouloir être une voie alternative à celle des Etats-Unis ou un concurrent direct. Les Européens doivent se doter des instruments nécessaires pour pouvoir être des acteurs politiques à part entière. L'Union européenne doit concrètement être capable de prendre des positions fortes, sur les sujets susceptibles d'engendrer des crises majeures.

Mesdames et Messieurs,

Une nouvelle organisation du monde passe par une réforme courageuse du système international actuel.

Nous devons promouvoir une réforme des Nations-Unies plus équitable et plus adaptée aux nouvelles réalités internationales.

Le Conseil de sécurité doit mieux refléter ces nouvelles réalités. Une simple augmentation du nombre des membres permanents n'est pas la bonne voie.

Désormais, la nouvelle configuration du monde est organisée autour des processus d'intégration régionale.

Le succès de cette formule est de plus en plus évidente et les Européens devraient être les premiers à en tirer toutes les conséquences, en travaillant, à terme, pour une représentation unifiée de l'Union au sein du Conseil de sécurité des Nations - Unies.

Dans l'immédiat, nous devrions déjà proposer les mesures nécessaires pour assurer une représentation unifiée de l'Union dans toutes les organisations plus techniques, par exemple dans le domaine des télécommunications, de la poste ou de l'aviation civile.

En se fondant sur notre expérience, nous devrions également proposer la création d'un nouvel organe des Nations - Unies, pour garantir plus de cohérence et d'efficacité entre politiques économiques, sociales et environnementales.

Il s'agit de changements fondamentaux pour permettre véritablement aux Nations - Unies de devenir le lieu de gestion de ce bien commun qu'est la « sécurité humaine ».

Un bien qui passe par la lutte contre le terrorisme, en remontant aux sources et aux causes du phénomène.

Mais qui passe aussi par la mise en oeuvre efficace et déterminée des Objectifs de Développement du Millenium, en regardant vers le Sud et, notamment, vers l'Afrique.

Chers amis,

Une Europe plus présente sur la scène internationale dépend aussi de notre volonté de réforme à l'intérieur de l'Union.

Au niveau international et au niveau européen, par exemple, nous devons encore aujourd'hui tirer toutes les conséquences politiques découlant de l'introduction de l'euro.

L'euro n'a toujours pas de gouvernement économique. L'euro n'a toujours pas une représentation unifiée dans le Monde.

Comment l'Europe pourra-t-elle influencer les choix des grandes institutions financières internationales dans ces conditions ?

Comment l'Europe pourra-t-elle tirer profit de tout son potentiel de croissance sans une plus grande coordination économique ?

Le taux de chômage reste trop élevé en Europe, des nouvelles couches de la population européenne s'appauvrissent et la croissance des trois grandes économies de la zone euro reste molle.

Sans des réformes structurelles d'envergure, il sera très difficile de faire face aux nouveaux défis économiques globaux.

Nous devons renforcer notre coordination budgétaire, mettre en phase les agendas budgétaires nationaux, nous fixer des objectifs macroéconomiques globaux à l'échelle européenne.

Nous devons également mieux cibler les objectifs de compétitivité et d'innovation, en mettant l'accent sur la recherche et l'innovation, sur l'éducation et sur le marché du travail – notamment des femmes et des jeunes –.

Les nanotechnologies et les biotechnologies représentent la prochaine révolution technologique. Face aux investissements massifs de pays comme la Chine ou l'Inde dans ces domaines, nous devons doubler nos efforts en faveur des compétences scientifiques et technologiques, au niveau national et au niveau européen.

Et nous devons également penser à une nouvelle politique industrielle européenne, axée sur l'innovation mais qui nous permette de mieux gérer les grands changements économiques et sociaux auxquels l'Europe est confrontée, à commencer par les délocalisations auxquelles seule l'Union peut offrir une réponse satisfaisante.

Par ailleurs, il est difficile de penser à des nouvelles politiques économiques et sociales sans aborder aussi la question de l'immigration.

L'Union européenne restera une région d'immigration dans le futur.

Les déficits de main d'œuvre causés par le vieillissement de la population passe par une politique européenne et nationale volontariste d'immigration.

Il s'agit en effet de gérer ce phénomène de façon plus efficace, en identifiant les grands axes d'action au niveau européen, en combinant contrôles plus efficaces et intégration plus effective, fondée sur l'idée de « droits et devoirs » des immigrés légaux.

Le temps où l'immigration était une urgence est révolu.

Aujourd'hui, en Europe, l'immigration est un phénomène structurel, qui requiert des politiques visant à garantir aux immigrés légaux des droits et des obligations analogues aux citoyens de l'Union européenne.

Mesdames et Messieurs,  
Chers étudiants,

Dans un environnement européen et mondial en voie d'évolution rapide et profonde, les défis auxquels l'Europe doit faire face sont grands et nombreux. Ils requièrent une vision politique claire, des choix courageux et tournés vers l'avenir. Nous devons surtout garantir un avenir aux nouvelles générations européennes, apporter un soutien actif à leurs actions. A ces générations qui, dans votre école et ailleurs, préparent leur entrée dans la vie professionnelle et citoyenne.

C'est pour moi l'occasion de parler d'un sujet qui nous préoccupe tous et qui me tient particulièrement à coeur, l'avenir des jeunes européens et les raisons sérieuses d'espérer.

Des générations que nous devons mettre en valeur, auxquelles nous devons fournir tous les instruments nécessaires pour leur permettre de réussir, d'être compétitifs dans le nouveau monde globalisé, sachant que la formation est un facteur important de l'innovation et donc, à long terme, de la prospérité européenne.

Nous devons travailler encore plus et encore mieux, ensemble, pour le succès de l'Europe et des Européens de demain.

Merci